



**Biennale des Territoires du 18 au 20 mars 2019
Pour un service technique de l'État performant aux services des
territoires et des citoyens**

Mesdames et Messieurs,

Vous allez assister à la biennale des territoires, organisée par le Cerema, dont le programme porte essentiellement sur les infrastructures.

Depuis les premiers actes de décentralisation en 1980, les agents du ministère en charge des infrastructures de transport et de l'aménagement du territoire, en particulier ceux du réseau scientifique et technique (RST), ont toujours porté la nécessité d'un outil au service de toute la nation.

Jusqu'au début des années 2000, les 4 500 agents du RST travaillaient à la fois pour l'Etat et les collectivités territoriales.

L'accélération des transferts de compétences Etat – Collectivité a conduit à la création du Cerema en 2014 avec 3 200 agents.

Or chaque année, le Cerema est amputé d'une centaine de postes pour atteindre 2 400 postes fin 2022, augmentant les pressions de travail des agents, le travail gratuit le soir, le week-end.

Dans ce contexte, après une adaptation du Cerema pour pallier à la suppression des effectifs, le Cerema choisit d'arrêter des activités et surtout des missions de service public. C'est une perte de la diversité des compétences au service de toute la nation, et à VOTRE service. Cette perspective a conduit à une grave crise fin 2017, avec la démission du président du conseil d'administration, du directeur général et une mobilisation massive des agents contre ces suppressions de postes et la fermeture d'implantations de proximité.

Chaque année, le gouvernement ampute la Subvention pour Charge de Service Public du Cerema qui s'établit à 200 millions d'euros, soit sa masse salariale. Pour fonctionner et investir, le Cerema doit rechercher en permanence 40 millions de recettes et arbitrer entre l'intérêt général de ses missions, donc les VÔTRES, et l'équilibre de ses comptes. Sa relation client-prestataire nuit à la cohérence de l'action publique et à la neutralité de l'expertise publique.

Nos organisations syndicales évaluent les moyens nécessaires pour garder une proximité territoriale et garantir un service public de haut niveau technique à 50 millions supplémentaires d'euros par an et le maintien de l'effectif à 2 800 ETP.

Vous qui assistez à la biennale des territoires, nous vous alertons sur la situation catastrophique de notre établissement. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, nous aurons bientôt un niveau de service comparable à celui de l'Angleterre dont on sait qu'il ne garantit plus la sécurité des citoyens. Après la catastrophe de Gênes, le rapport d'audit externe commandité par l'Etat est venu conforter les analyses du Cerema. Environ 800 ouvrages du réseau routier national non concédé présentent des risques importants qui pourraient conduire à leur ruine. Et dans les collectivités ? Le Cerema est l'outil neutre et impartial pour analyser, suivre et proposer des solutions, dans ce domaine, comme dans d'autres. Sans le Cerema, les risques ne disparaîtront pas et le coût global pour la société sera bien plus élevé que si la collectivité conserve cet outil technique.

Certes, avec la défection du soutien de l'Etat suite aux transferts de compétences, le Président de la République a promis la création d'une Agence Nationale de Cohésion des Territoires (ANCT) pour aider les collectivités. Mais cette agence, créée par regroupement de services et d'établissements, n'aura AUCUN moyen supplémentaire. L'accès au support technique, à l'assistance pour l'aménagement, l'entretien du patrimoine ... seront tout aussi contraints.

Vous aurez durant cette biennale l'opportunité d'interpeller l'Etat sur le devenir du Cerema et des moyens qui sont mis à votre disposition pour aider les territoires. N'hésitez-pas, comme nous et les personnels, à porter haut et fort l'arrêt des suppressions d'effectifs et de moyens du Cerema, et à exiger des moyens au niveau des ambitions affichées par le Président de la République pour garantir l'égalité de traitement sur tous les territoires, aussi bien en métropole qu'en outremer.

Au nom des agents que nous représentons,

Les organisations syndicales CGT et FO du Cerema